



# BULLETIN OFFICIEL DES ACTES de Voies navigables de France

Année 2019 N°66  
23 octobre 2019



## Conseil d'administration n° 4 du 15 octobre 2019

- Délibération relative à l'adoption d'une motion	P 2
- Délibération relative au budget rectificatif n°2 au budget initial 2019	P 3
- Délibération relative à la dématérialisation des bulletins de paie des personnels de droit public de l'établissement Voies navigables de France	P 15
- Délibération relative à la protection fonctionnelle des dirigeants de Voies navigables de France dans le cadre de la SCMBA	P 16
- Délibération relative au marché de travaux pour la reconstruction du barrage de Meaux	P 17
- Délibération relative à la modification des dates de chômages des canaux et rivières canalisés situés sur le domaine confié à Voies navigables de France pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019	P 18
- Délibération relative à l'établissement et aux modalités de transmission des déclarations de chargement, de flotte et de navigation, aux modalités de recouvrement des péages ainsi qu'au taux applicable aux pénalités en matière de péages	P 21
- Délibération relative aux concours accordés à l'association Medlink Ports	P 27

*Le bulletin officiel de Voies navigables de France comporte les textes émis par l'établissement public et intéressant les usagers de la voie d'eau.*

*Il est possible de l'obtenir à titre gratuit et sur simple demande, soit au numéro, soit en s'abonnant.  
Toute demande doit être adressée à la division Gouvernance et Sécurité Défense du siège de l'établissement,  
175, rue Ludovic Boutleux- CS. 30820 - 62408 BETHUNE Cedex*

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2019**

**N° 04/2019/0.0**

**DELIBERATION  
RELATIVE A L'ADOPTION D'UNE MOTION**

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

**Article unique**

Considérant les enjeux portés par Voies navigables de France en matière de développement durable, tant en matière hydraulique qu'en matière de report modal et d'aménagement des territoires, le Conseil d'administration demande à l'Etat de réexaminer le plafond d'emploi prévu dans le projet de loi de finances initial pour 2020.

Il forme le vœu que la Loi d'Orientation des mobilités et le Contrat d'Objectifs et de Performance mettent en adéquation les moyens humains et budgétaires comme l'effort d'investissement correspondant aux enjeux environnementaux et stratégiques assignés à l'établissement.

Le président du conseil d'administration

**SIGNE**

Laurent HENART

La secrétaire du conseil d'administration

**SIGNE**

Jeanne-Marie ROGER

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2019**

**N°04/2019/1.1.**

<p><b>DELIBERATION RELATIVE AU BUDGET RECTIFICATIF N°2 DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE POUR 2019</b></p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Vu le code des transports,  
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,  
Vu l'arrêté du 24 août 2016 modifiant l'arrêté du 7 août 2015 relatif aux règles budgétaires des organismes,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le budget rectificatif n° 2 de Voies navigables de France pour l'année 2019 est approuvé.

**Article 2**

Le plafond d'emplois de l'établissement, tel que présenté dans le tableau 1, est inchangé et est fixé pour 2019 à 4 264 ETPT sous plafond et 25 ETPT hors plafond.

**Article 3**

Les dépenses de Voies navigables de France autorisées pour l'année 2019 s'établissent de la façon qui suit.

Les autorisations d'engagement sont autorisées à hauteur de 666 177 669 euros :

- 256 640 000 euros de dépenses de personnel ;
- 136 568 281 euros de dépenses de fonctionnement ;
- 272 969 388 euros de dépenses d'investissement.

Les crédits de paiement sont autorisés à hauteur de 557 918 294 euros :

- 256 640 000 euros de dépenses de personnel ;
- 126 813 603 euros de dépenses de fonctionnement ;
- 174 464 691 euros de dépenses d'investissement.

Le solde budgétaire prévisionnel s'établit à 31 828 782 euros.

#### **Article 4**

Le fonds de roulement prévisionnel au 31 décembre 2019 s'établit à 116 261 669 euros.

La trésorerie prévisionnelle au 31 décembre 2019 s'établit à 69 533 488 euros.

#### **Article 5**

Le conseil d'administration approuve les tableaux 1, 2, 4 et 6 annexés à la présente délibération.

#### **Article 6**

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration

La secrétaire du conseil d'administration

**SIGNE**

**SIGNE**

Laurent HENART

Jeanne-Marie ROGER

## Autorisations d'emplois

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP	4 112	25	4 137
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	4 264	25	4 289

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISÉS PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI					
	ETPT	ETP	masse salariale	ETPT	ETP	masse salariale	ETPT	ETP	masse salariale
<b>EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ( 1 + 2 + 3 )</b>	<b>4 264,00</b>	<b>4 111,81</b>	<b>256 640 000,00</b>	<b>25,00</b>	<b>25,00</b>	<b>371 817,00</b>	<b>4 269,00</b>	<b>4 136,81</b>	<b>257 611 817,00</b>
<b>1 - TITULAIRES</b>	<b>3 651,43</b>	<b>3 487,66</b>	<b>218 579 557,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 650,16</b>	<b>3 486,66</b>	<b>218 512 384,00</b>
* Titulaires Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et <u>actes de gestion dont CAE</u> déconcentrés dans l'organisme)	3 650,16	3 486,66	218 512 384,00	0,00	0,00	0,00	3 650,16	3 486,66	218 512 384,00
* Titulaires organisme (corps propre)	1,25	1,00	67 173,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en fonction dans l'organisme :	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. Titulaires État détachés sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. Titulaires de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en fonction dans une autre personne morale :	1,25	1,00	67 173,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes remboursées	1,25	1,00	67 173,00	0,00	0,00	0,00			
<b>2 - NON TITULAIRES</b>	<b>612,57</b>	<b>624,15</b>	<b>38 060 443,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>598,27</b>	<b>609,85</b>	<b>36 780 443,00</b>
* Non titulaires de droit public	170,86	170,86	4 710 117,00	0,00	0,00	0,00	170,86	170,86	4 710 117,00
- en fonction dans l'organisme :	170,86	170,86	4 710 117,00	0,00	0,00	0,00	170,86	170,86	4 710 117,00
. Contractuels sous statut :	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. ðCDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. ðCDD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. Contractuels hors statut :	170,86	170,86	4 710 117,00	0,00	0,00	0,00	170,86	170,86	4 710 117,00
. ðCDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. ðCDD	170,86	170,86	4 710 117,00	0,00	0,00	0,00	170,86	170,86	4 710 117,00
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en fonction dans une autre personne morale :	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
* Non titulaires de droit privé	441,71	453,29	33 350 326,00	0,00	0,00	0,00	427,41	438,99	32 070 326,00
- en fonction dans l'organisme :	427,41	438,99	32 070 326,00	0,00	0,00	0,00	427,41	438,99	32 070 326,00
. ðCDI	427,41	438,99	32 070 326,00	0,00	0,00	0,00	427,41	438,99	32 070 326,00
. ðCDD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en fonction dans une autre personne morale	14,30	14,30	1 280 000,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	14,30	14,30	1 280 000,00	0,00	0,00	0,00			
<b>3 - CONTRATS AIDES</b>				<b>25,00</b>	<b>25,00</b>	<b>371 817,00</b>	<b>25,00</b>	<b>25,00</b>	<b>371 817,00</b>
<b>EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES ( 4 + 5 )</b>							<b>15,55</b>	<b>15,30</b>	<b>1 347 173,00</b>
<b>4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT</b>							<b>1,00</b>	<b>1,00</b>	<b>49 809,00</b>
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0,00	0,00	0,00
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							1,00	1,00	49 809,00
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0,00	0,00	0,00
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0,00	0,00	0,00
<b>5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES</b>							<b>14,55</b>	<b>14,30</b>	<b>1 297 364,00</b>
* Agents mis à disposition de l'organisme et non remboursés à la collectivité ou organisme employeur							0,00	0,00	0,00
* Agents mis à disposition de l'organisme et remboursés à la collectivité ou organisme employeur							14,55	14,30	1 297 364,00

**TABLEAU 2**  
**Autorisations budgétaires**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

DEPENSES						
	BR1		VAR BR2		BR2	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Personnel</b>	256 640 000	256 640 000	-	-	256 640 000	256 640 000
<b>Fonctionnement</b>	135 487 381	125 732 703	1 080 900	1 080 900	136 568 281	126 813 603
<b>Investissement</b>	242 969 388	174 464 691	30 000 000	-	272 969 388	174 464 691
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)</b>	<b>635 096 769</b>	<b>556 837 394</b>	<b>31 080 900</b>	<b>1 080 900</b>	<b>666 177 669</b>	<b>557 918 294</b>

<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>		-				<b>31 828 782</b>
-------------------------------------------------	--	---	--	--	--	-------------------

RECETTES			
BR1	VAR BR2	BR2	
<b>428 614 512</b>	<b>717 900</b>	<b>429 332 412</b>	<b>Recettes globalisées</b>
248 192 458	-	248 192 458	Subvention pour charges de service public
400 000	717 900	1 117 900	Autres financements de l'Etat
127 500 000	-	127 500 000	Fiscalité affectée
476 760	-	476 760	Autres financements publics
52 045 294	-	52 045 294	Recettes propres
<b>124 222 882</b>	<b>36 191 782</b>	<b>160 414 664</b>	<b>Recettes fléchées</b>
96 000 000	-	96 000 000	Financements de l'Etat fléchés
27 222 882	36 191 782	63 414 664	Autres financements publics fléchés
1 000 000	-	1 000 000	Recettes propres fléchées
<b>552 837 394</b>	<b>36 909 682</b>	<b>589 747 076</b>	<b>TOTAL DES RECETTES (C)</b>

<b>4 000 000</b>			<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>
------------------	--	--	------------------------------------------------

**TABLEAU 3**  
Dépenses par destination - Recettes par origine

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Tableau des dépenses par destination

BR2	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
Infrastructure, eau et environnement	-	-	92 468 542	85 547 834	252 554 298	154 532 991	345 022 840	240 080 825
Développement	-	-	11 218 000	8 262 880	5 579 500	4 993 100	16 797 500	13 255 980
Support	255 840 000	255 840 000	30 981 739	31 102 889	14 735 590	14 838 600	301 557 329	301 781 489
SNE	800 000	800 000	1 900 000	1 900 000	100 000	100 000	2 800 000	2 800 000
<b>TOTAL</b>	<b>256 640 000</b>	<b>256 640 000</b>	<b>136 568 281</b>	<b>126 813 603</b>	<b>272 969 388</b>	<b>174 464 691</b>	<b>666 177 669</b>	<b>557 918 294</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B**

**31 828 782**

Tableau des recettes par origine

BR2	RECETTES								Total (C)
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Infrastructure, eau et environnement	-	-	-	19 860	1 698 969	96 000 000	63 414 664	1 000 000	162 133 493
Développement	-	400 000	127 500 000	456 900	46 197 245	-	-	-	174 554 145
Support	248 192 458	717 900	-	-	1 349 080	-	-	-	250 259 438
SNE	-	-	-	-	2 800 000	-	-	-	2 800 000
<b>TOTAL</b>	<b>248 192 458</b>	<b>1 117 900</b>	<b>127 500 000</b>	<b>476 760</b>	<b>52 045 294</b>	<b>96 000 000</b>	<b>63 414 664</b>	<b>1 000 000</b>	<b>589 747 076</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C**

**-**

**TABLEAU 4**  
**Equilibre financier**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

<b>BESOINS</b>	<b>BR1</b>	<b>VAR BR2</b>	<b>BR2</b>	<b>BR1</b>	<b>VAR BR2</b>	<b>BR2</b>	<b>FINANCEMENTS</b>
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	4 000 000	- 4 000 000	-	-	31 828 782	31 828 782	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	500 000		500 000	750 000		750 000	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	8 500 000		8 500 000	2 500 000		2 500 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)			-			-	Autres encaissements non budgétaires (e2)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b>	<b>13 000 000</b>	<b>- 4 000 000</b>	<b>9 000 000</b>	<b>3 250 000</b>	<b>31 828 782</b>	<b>35 078 782</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)</b>	<b>-</b>		<b>26 078 782</b>	<b>9 750 000</b>		<b>-</b>	<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>			<i>36 191 782</i>				<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>			<i>- 10 113 000</i>	<i>9 750 000</i>		<i>-</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>13 000 000</b>		<b>35 078 782</b>	<b>13 000 000</b>		<b>35 078 782</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

**TABLEAU 5**  
**Opérations pour compte de tiers**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Débit (c1)	Crédit (c2)
Ecocartes	C 46781700	Dépenses Eco-cartes CDNI	100 000	
	C 46781800	Recettes Eco-cartes CDNI		100 000
Péages sur la Moselle	C 47130600	Péages Moselle	2 400 000	
	C 467810	Péages Moselle		2 400 000
Opérations sur le Rhin	C 46781300 et 46781500	Dépenses digue de Lauterbourg et barrage du Breisach	6 000 000	
	C 467881400 et 467881600	Recettes digue de Lauterbourg et barrage du Breisach		-
<b>TOTAL</b>			<b>8 500 000,00</b>	<b>2 500 000,00</b>

*(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"*

**TABLEAU 6**  
**Situation patrimoniale**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

<b>CHARGES</b>	Montants	<b>PRODUITS</b>	Montants
Personnel	242 298 219	Subventions de l'Etat	249 310 358
		Fiscalité affectée	127 500 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	364 412 532	Autres subventions	476 760
		Autres produits	234 660 294
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>606 710 751</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>611 947 412</b>
<b>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>5 236 661</b>	<b>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>611 947 412</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>611 947 412</b>

*\* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

**Calcul de la capacité d'autofinancement**

	Montants
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	5 236 661
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	222 415 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	176 615 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	500 000
- produits de cession d'éléments d'actifs	1 455 690
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	0
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>50 080 971</b>

**Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

<b>EMPLOIS</b>	Montants	<b>RESSOURCES</b>	Montants
Insuffisance d'autofinancement	0	Capacité d'autofinancement	50 080 971
		Financement de l'actif par l'État	96 000 000
Investissements	175 050 092	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	64 414 664
		Autres ressources	1 455 690
Remboursement des dettes financières	500 000	Augmentation des dettes financières	750 000
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>175 550 092</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>212 701 325</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>37 151 233</b>	<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>0</b>

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**

	Montants
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	37 151 233
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	11 072 451
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	26 078 782
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	116 261 669
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	46 728 181
Niveau final de la TRESORERIE	69 533 488

\* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

**TABLEAU 7**  
Plan de trésorerie

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	<b>43 454 706</b>	<b>50 654 286</b>	<b>73 431 941</b>	<b>63 016 827</b>	<b>115 696 249</b>	<b>142 649 665</b>	<b>125 543 337</b>	<b>149 058 888</b>	<b>164 844 612</b>	<b>141 917 807</b>	<b>149 177 664</b>	<b>137 975 242</b>	<b>1 357 421 223</b>
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<i>Recettes budgétaires globalisées</i>	25 679 890	55 615 292	27 271 255	47 822 427	60 812 501	27 855 921	25 344 139	54 957 673	25 115 486	25 182 421	26 393 601	27 281 806	429 332 412
Subvention pour charges de service public	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 703	248 192 458
Autres financements de l'État							400 000				717 900		1 117 900
Fiscalité affectée	1 231 777	29 405 174	655 579	23 279 172	34 132 275	2 611 784	1 242 132	31 148 581	160 636	118 359	2 276 345	1 238 187	127 500 000
Autres financements publics	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	476 760
Recettes propres	3 725 678	5 487 683	5 893 242	3 820 820	5 957 791	4 521 702	2 979 572	3 086 657	4 232 415	4 341 627	2 676 921	5 321 186	52 045 294
<i>Recettes budgétaires fléchées</i>	1 780 733	1 780 733	1 780 733	41 780 733	1 780 733	1 780 733	45 026 164	1 780 733	1 780 733	29 780 733	29 581 166	1 780 737	160 414 664
Financements de l'État fléchés				40 000 000			28 000 000			28 000 000			96 000 000
Autres financements publics fléchés	1 697 400	1 697 400	1 697 400	1 697 400	1 697 400	1 697 400	16 942 831	1 697 400	1 697 400	1 697 400	29 497 833	1 697 400	63 414 664
Recettes propres fléchées	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 337	1 000 000
<i>Opérations non budgétaires</i>	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 837	3 250 000
Emprunts : encaissements en capital													-
Prêts : encaissement en capital	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 337	400 000
Dépôts et cautionnements	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 163	350 000
Opérations gérées en comptes de tiers :	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 337	2 500 000
- TVA encaissée													-
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 337	2 500 000
- Autres encaissements d'opérations non budgétaires													-
<b>A. TOTAL</b>	<b>27 731 456</b>	<b>57 666 858</b>	<b>29 322 821</b>	<b>89 873 993</b>	<b>62 864 067</b>	<b>29 907 487</b>	<b>70 641 136</b>	<b>57 009 239</b>	<b>27 167 052</b>	<b>55 233 987</b>	<b>56 245 600</b>	<b>29 333 380</b>	<b>592 997 076</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<i>Dépenses</i>	19 781 876	34 139 204	38 987 937	36 444 572	35 160 652	46 263 816	46 375 586	40 473 516	49 343 858	47 224 131	66 698 023	97 025 123	557 918 294
Personnel	17 810 409	19 201 654	20 116 008	21 132 700	22 339 064	22 789 962	23 288 258	21 872 731	21 621 334	21 284 026	22 217 949	22 965 905	256 640 000
Fonctionnement	1 491 454	7 239 776	9 797 408	6 561 098	5 644 597	11 481 782	9 508 916	6 280 777	11 932 283	11 613 308	15 056 966	30 205 237	126 813 603
Intervention													-
Investissement	480 013	7 697 774	9 074 520	8 750 774	7 176 991	11 992 072	13 578 412	12 320 008	15 790 241	14 326 797	29 423 108	43 853 981	174 464 691
<i>Opérations non budgétaires</i>	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	750 011	9 000 000
Emprunts : remboursements en capital													-
Prêts : décaissements en capital	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 337	400 000
Dépôts et cautionnements	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 337	100 000
Opérations gérées en comptes de tiers :	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 337	8 500 000
- TVA décaissée													-
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 337	8 500 000
- Autres décaissements d'opérations non budgétaires													-
<b>B. TOTAL</b>	<b>20 531 875</b>	<b>34 889 203</b>	<b>39 737 936</b>	<b>37 194 571</b>	<b>35 910 651</b>	<b>47 013 815</b>	<b>47 125 585</b>	<b>41 223 515</b>	<b>50 093 857</b>	<b>47 974 130</b>	<b>67 448 022</b>	<b>97 775 134</b>	<b>566 918 294</b>
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	<b>7 199 580</b>	<b>22 777 655</b>	<b>10 415 115</b>	<b>52 679 422</b>	<b>26 953 416</b>	<b>17 106 328</b>	<b>23 515 551</b>	<b>15 785 724</b>	<b>22 926 805</b>	<b>7 259 857</b>	<b>11 202 422</b>	<b>68 441 754</b>	<b>26 078 782</b>
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	<b>50 654 286</b>	<b>73 431 941</b>	<b>63 016 827</b>	<b>115 696 249</b>	<b>142 649 665</b>	<b>125 543 337</b>	<b>149 058 888</b>	<b>164 844 612</b>	<b>141 917 807</b>	<b>149 177 664</b>	<b>137 975 242</b>	<b>69 533 488</b>	

**TABLEAU 8**  
**Opérations liées aux recettes fléchées**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	Antérieures à N non décauées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>		0	36 191 782	0	0	
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>0</b>	<b>160 414 664</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>160 414 664</b>
Financements de l'État fléchés		96 000 000				96 000 000
Autres financements publics fléchés		63 414 664				63 414 664
Recettes propres fléchées		1 000 000				1 000 000
<b>Dépenses sur recettes fléchées CP (c)</b>	<b>0</b>	<b>124 222 882</b>	<b>36 191 782</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>160 414 664</b>
Investissement						
CP		124 222 882	36 191 782			160 414 664
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>0</b>	<b>36 191 782</b>	<b>-36 191 782</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

*Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)*

**TABLEAU 10**  
**Synthèse budgétaire et comptable**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		<b>BI n</b>	
<b>Niveaux initiaux</b>	<b>1</b>	<b>Niveau initial de restes à payer (investissement)</b>	<b>560 333 837</b>
	<b>2</b>	<b>Niveau initial du fonds de roulement</b>	<b>79 110 436</b>
	<b>3</b>	<b>Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	<b>35 655 730</b>
	<b>4</b>	<b>Niveau initial de la trésorerie</b>	<b>43 454 706</b>
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	43 454 706	
<b>Flux de l'année</b>	<b>5</b>	<b>Autorisations d'engagement</b>	<b>666 177 669</b>
	<b>6</b>	<b>Résultat patrimonial</b>	<b>5 236 661</b>
	<b>7</b>	<b>Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	<b>50 080 971</b>
	<b>8</b>	<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>37 151 233</b>
	<b>9</b>	<b>Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire</b>	<b>250 000</b>
	<b>10</b>	<b>Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF</b>	<b>SENS 6 000 000</b>
		Variation des stocks	+ / - 0
		Charges sur créances irrécouvrables	- 0
		Produits divers de gestion courante	+ 6 000 000
	<b>11</b>	<b>Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie</b>	<b>SENS -927 549</b>
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 12 363 440
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - -13 290 989
	<b>12</b>	<b>Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>	<b>31 828 782</b>
	<b>13</b>	<b>Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires</b>	<b>5 750 000</b>
<b>14</b>	<b>Variation de la trésorerie = 12 - 13</b>	<b>26 078 782</b>	
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	36 191 782	
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-10 113 000	
<b>15</b>	<b>Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13</b>	<b>11 072 451</b>	
<b>16</b>	<b>Variation des restes à payer (investissement)</b>	<b>98 504 697</b>	
<b>Niveaux finaux</b>	<b>17</b>	<b>Niveau final de restes à payer (investissement)</b>	<b>658 838 534</b>
	<b>18</b>	<b>Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>116 261 669</b>
	<b>19</b>	<b>Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>46 728 181</b>
	<b>20</b>	<b>Niveau final de la trésorerie</b>	<b>69 533 488</b>
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	36 191 782
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	33 341 706	

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2019**

**N° 04/2019/2.1**

**DELIBERATION  
RELATIVE A LA DEMATERIALISATION DU BULLETIN DE PAIE  
DES PERSONNELS DE DROIT PUBLIC  
DE L'ETABLISSEMENT VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

Vu le code des transports, et notamment ses articles L. 4312-3, L. 4312-3-1 et R. 4312-10 ;

Vu le décret n° 2016-1073 du 3 août 2016 relatif à la mise à disposition et à la conservation sur support électronique des bulletins de paye et de solde des agents civils de l'Etat, des magistrats et des militaires et notamment son article 7 ;

Vu le rapport présenté en séance ;

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, les bulletins de paye au sens de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2016-1073 susvisé sont mis à disposition des personnels de VNF mentionnés aux 1° à 3° de l'article L. 4312-3-1 dans un espace numérique propre, créé et administré par la direction générale des finances publiques dans les conditions fixées par arrêté conjoint du ministre de tutelle de VNF et du ministre chargé du budget.

Sauf exception prévue réglementairement, le dernier bulletin de paye papier remis aux agents de droit public de VNF sera celui de juin 2020.

**Article 2**

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration

La secrétaire du conseil d'administration

**SIGNE**

**SIGNE**

Laurent HENART

Jeanne-Marie ROGER

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2019**

**N° 04/2019/2.2**

**DELIBERATION RELATIVE A LA PROTECTION FONCTIONNELLE DES DIRIGEANTS  
DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE DANS LE CADRE DU DOSSIER DE LA  
SCMBA**

Vu l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu le code des transports, et notamment son article L. 4312-3,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

**Article 1er**

La protection fonctionnelle prévue par l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires est accordée, s'ils en font la demande, à MM. François Bordry, Thierry Duclaux, Marc Papinutti et Thierry Guimbaud, dans le cadre d'une procédure de cassation de l'arrêt de la Cour des comptes relatif à la gestion du fonds mis en place pour garantir les engagements de la Société de caution mutuelle de la batellerie artisanale.

**Article 2**

Le conseil d'administration autorise le directeur général de Voies navigables de France à déléguer son pouvoir au directeur général délégué de Voies navigables de France pour l'exécution de la présente délibération.

**Article 3**

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration

La secrétaire du conseil d'administration

**SIGNE**

**SIGNE**

Laurent HENART

Jeanne-Marie ROGER

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2019**

**N°04/2019/3.1**

**DELIBERATION RELATIVE AU MARCHE DE TRAVAUX  
POUR LA RECONSTRUCTION DU BARRAGE DE MEAUX**

Vu le code des transports, notamment son article R. 4312-10,  
Vu les articles L2124-2, R2124-1, R2124-2 1° du Code de la Commande Publique,  
Vu la délibération n°01/2017/2.1 du 23 février 2017 du conseil d'administration relative au règlement de la commission consultative des marchés de Voies navigables de France,  
Vu l'avis du 19 septembre 2019 de la commission consultative des marchés de Voies navigables de France,  
Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le directeur général de Voies navigables de France est autorisé à signer le marché public de travaux pour la reconstruction du barrage de Meaux avec l'entreprise Léon Grosse pour un montant de 28 428 316€ HT soit 34 113 979,20 € TTC.

**Article 2**

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration

La secrétaire du conseil d'administration

**SIGNE**

**SIGNE**

Laurent HENART

Jeanne-Marie ROGER

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2019**

**N° 04/2019/3.2**

**DELIBERATION RELATIVE A LA MODIFICATION DES DATES DE CHOMAGES DES  
CANAUX ET RIVIERES CANALISEES SITUEES SUR LE DOMAINE CONFIE A VNF  
POUR LA PERIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2019 AU 31 DECEMBRE 2019**

Vu le code des transports, notamment son article R. 4312-10,

Vu la délibération du n°01/2018/4.3 du 13 mars 2018 modifiée du conseil d'administration relatives aux dates de chômages des canaux et rivières canalisées confiés à VNF pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019,

Vu la consultation de la commission locale des usagers du 9 juillet 2019,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

**Article 1**

Au tableau annexé à la délibération du 13 mars 2018 modifiée, les dates de chômages figurant au tableau ci-après sont ajoutées, pour les ouvrages qui y sont mentionnés :

***Canal Latéral à la Loire : du lundi 2 décembre 2019 au mardi 31 décembre 2019 (4 semaines) de l'écluse numéro 38 de Maimbray incluse (pk 182.254) à la jonction avec le canal de Briare à Briare (pk 200.061).***

**Article 2**

Au moins 30 jours avant la date du chômage, le directeur général de l'établissement confirme par voie d'avis à la batellerie :

- les dates à partir desquelles les bateaux ne sont plus admis à pénétrer sur les itinéraires dont les sections sont mises en chômage dans les conditions prévues par le tableau annexé à la présente délibération ;
- les conditions d'accès aux réseaux (limitations de gabarit) en cas de navigation restreinte ;
- les éventuelles mesures compensatoires mises en œuvre.

### **Article 3**

Les modifications apportées, en cas d'urgence, aux prévisions du tableau annexé à la présente délibération sont portées à la connaissance des usagers par voie d'avis à la batellerie, dans le respect des engagements du schéma directeur d'exploitation des voies navigables (SDEVN) en matière d'information des usagers.

### **Article 4**

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration

La secrétaire du conseil d'administration

**SIGNE**

**SIGNE**

Laurent HENART

Jeanne-Marie ROGER

# Du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019

## 6° Voies navigables du Centre

DESIGNATION DES VOIES NAVIGABLES	DESIGNATION DES OUVRAGES	NUMERO de la section concernée	DEBUT DU CHOMAGE	FIN DU CHOMAGE	OBSERVATIONS
Canal Latéral à la Loire	De l'écluse n°38 de Maimbray incluse (pk 182.254) à la jonction avec le canal de Briare (pk 200.061)	605	2 décembre 2019	31 décembre 2019	Navigation interrompue

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2019**

**N° 04/2019/3.4**

**DELIBERATION RELATIVE A L'ETABLISSEMENT ET AUX MODALITES DE  
TRANSMISSION DES DECLARATIONS DE CHARGEMENT, DE FLOTTE ET DE  
NAVIGATION, AUX MODALITES DE RECOUVREMENT DES PEAGES AINSI QU'AU  
TAUX APPLICABLE AUX PENALITES EN MATIERE DE PEAGES**

Vu le code des transports, et notamment ses articles R. 4412-6 et suivants et R. 4462-2 et suivants ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 15 décembre 2004 relative à l'établissement des déclarations de flotte, de navigation et de chargement, et aux modalités de leur transmission et de recouvrement des péages de navigation de plaisance ainsi qu'aux pénalités applicables en matière de péages plaisance et marchandises ;

Vu les délibérations du conseil d'administration du 30 avril 2009 et du 3 octobre 2013 relatives à la fixation des droits de péages,

Vu le rapport présenté en séance ;

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

**Article 1<sup>er</sup> : établissement et modalités de transmission des déclarations de chargement, de flotte et de navigation**

**Article 1.1 : déclaration de chargement (fret)**

Toute personne physique ou morale, de nationalité française ou étrangère, accomplissant un transport de marchandises sur les voies de navigation intérieure gérées par Voies navigables de France, pour son compte propre ou pour le compte d'autrui (dénommés les transporteurs de marchandises) doit établir et envoyer une déclaration de chargement mentionnant la nature et du poids des chargements, la devise et l'immatriculation du bateau, ainsi que les dates et lieux de chargement et de déchargement. Cette déclaration sert notamment de base à la facturation périodique de péages et éventuelles autres redevances liées à la navigation intérieure, recouverts par Voies navigables de France.

Le contenu, les modalités d'établissement, d'envoi et de mise à jour de la déclaration de chargement sont définis par l'arrêté ministériel du 24 juillet 2018 relatif à la déclaration de chargement sur les voies de navigation intérieure gérées par Voies navigables de France, pris en application de l'article R. 4461-1 du code des transports.

En outre, sont également obligatoires du fait de l'arrêté ministériel du 24 juillet 2018, sur tout le réseau fluvial confié à VNF (et non uniquement sur le périmètre « Seine-Escaut »), les déclarations de voyages à vide, et l'indication du nom du bénéficiaire de la prestation de transport.

## **Article 1.2 : déclaration de flotte**

Les transporteurs de passagers et les personnes dont l'activité professionnelle est la location de bateaux de plaisance doivent transmettre chaque année à l'établissement une déclaration de flotte au plus tard le 1<sup>er</sup> février.

### **Etablissement de la déclaration de flotte**

La déclaration est disponible en version papier ou dématérialisée.

En version papier : la déclaration est adressée par voie postale et/ou électronique aux transporteurs de passagers et aux personnes dont l'activité professionnelle est la location de bateaux de plaisance. Elle est également disponible sur le site internet de Voies navigables de France.

En version dématérialisée : la déclaration de flotte peut également être effectuée via l'application « Déclaration de flotte dématérialisée » sur le site internet de Voies navigables de France.

### **Transmission de la déclaration de flotte**

La déclaration de flotte datée et signée doit être transmise au plus tard le 1<sup>er</sup> février.

En version papier :

- soit par courrier, le cachet de la poste faisant foi pour la date d'envoi ;
- soit en pièce jointe scannée sous format jpg ou pdf accompagnant un courriel adressé au gestionnaire du péage plaisance professionnel, la date d'envoi du courriel faisant foi.

En version dématérialisée : la déclaration remplie est transmise via l'application « Déclaration de flotte dématérialisée ». La date de validation faisant foi est celle générée après avoir validé et signé électroniquement la déclaration.

La transmission de la déclaration s'effectue, y compris pour les entreprises dont le siège social est situé à l'étranger, auprès du représentant local de Voies navigables de France de la circonscription géographique du bassin de navigation principal. On entend par bassin de navigation principal le bassin majoritairement navigué où sont exploités les bateaux en question.

Tout accroissement de la flotte en cours d'année (par acquisition, construction ou introduction sur le réseau géré par Voies navigables de France) devra être porté à la connaissance de l'établissement, dans un délai de 15 jours suivant l'accroissement de la flotte (pièces justificatives à l'appui) et dans les mêmes conditions que celles applicables à la déclaration de flotte annuelle et préalablement à la mise en service effective des unités.

### **Article 1.3 : déclaration de navigation**

Les transporteurs de passagers et les personnes dont l'activité professionnelle est la location de bateaux de plaisance qui optent pour une tarification du péage au réel doivent produire, avant chaque navigation, une déclaration de navigation.

#### **Etablissement de la déclaration de navigation**

Cette déclaration datée et signée précise notamment le numéro d'immatriculation du bateau, la devise, les dates de navigation et le trajet. Cette déclaration est disponible sur le site internet de VNF.

#### **Transmission de la déclaration de navigation**

La déclaration de navigation doit être transmise préalablement à la navigation dans la période de 5 jours ouvrés :

- par courrier postal réceptionné par VNF, le cachet de la poste faisant foi
- soit en pièce jointe scannée sous format jpg ou pdf accompagnant un courriel adressé au gestionnaire du péage plaisance professionnel, la date d'envoi du courriel faisant foi.

La transmission de la déclaration s'effectue, y compris pour les entreprises dont le siège social est situé à l'étranger, auprès du représentant local de Voies navigables de France de la circonscription géographique du bassin de navigation principal. On entend par bassin de navigation principal le bassin majoritairement navigué où sont exploités les bateaux en question.

### **Article 2 : modalités de recouvrement des péages dus par les transporteurs de marchandises ou de passagers et par les propriétaires de bateaux de plaisance**

#### **Article 2.1 : péage marchandises**

Voies navigables de France adresse aux transporteurs redevables du péage marchandises, et éventuellement d'autres redevances liées à la navigation intérieure, des relevés de sommes dues puis des avis des sommes à payer, payable à réception.

Les relevés de sommes dues et les avis de sommes à payer sont adressés au début de chaque mois au siège social de l'entreprise.

Chaque paiement doit être effectué auprès du comptable de VNF dont relève le siège social de l'entreprise.

## **Article 2.2 : péage plaisance**

### **Article 2.2.1 : transporteurs de passagers**

#### **Tarif forfaitaire**

Pour les transporteurs de passagers ayant choisi le tarif forfaitaire sur leur déclaration de flotte, VNF adresse au siège social de chaque entreprise un décompte récapitulatif des sommes dues.

Un avis des sommes à payer, accompagné d'un relevé des sommes dues est adressé au transporteur de passagers en début d'année pour la totalité du péage dû. Un échéancier est établi pour le transporteur de passagers effectuant un paiement fractionné dans la limite de 3 versements :

- premier versement pour le 31 mars,
- deuxième versement pour le 30 juin,
- solde pour le 30 septembre.

Les cartes de péages sont délivrées à compter du 1<sup>er</sup> février.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, les vignettes de l'année précédente relevant d'un forfait annuel font foi du paiement des vignettes au forfait annuel de l'année en cours jusqu'à délivrance de celles-ci, une telle validité étant prorogée jusqu'au 15 avril de l'année suivante.

Chaque paiement doit être effectué auprès du comptable de VNF dont relève le siège social de l'entreprise.

#### **Tarif au réel**

Pour les transporteurs de passagers ayant choisi le tarif au réel sur leur déclaration de flotte, VNF adresse un avis des sommes à payer, payable à réception, qui regroupe toutes les déclarations de navigation depuis la précédente facturation.

Le paiement intervient a posteriori et doit être effectué auprès du comptable de VNF dont le relève le siège social de l'entreprise.

Les cartes de péage sont envoyées à la réception par VNF de la 1<sup>er</sup> déclaration de navigation.

## **Article 2.2.2 : propriétaires de bateaux de plaisance**

### **Article 2.2.2.1 : les noliseurs**

#### **Tarif forfaitaire**

Pour les noliseurs ayant choisi le tarif forfaitaire sur leur déclaration de flotte, VNF adresse au siège social de chaque entreprise un décompte récapitulatif des sommes dues.

Un avis des sommes à payer accompagné d'un relevé des sommes dues est adressé au noliseur en début d'année pour la totalité du péage dû. Un échéancier est établi pour le noliseur effectuant un paiement fractionné dans la limite de 3 versements :

- premier versement pour le 31 mars,
- deuxième versement pour le 30 juin,
- solde pour le 30 septembre.

Les cartes de péages sont délivrées à compter du 1<sup>er</sup> février.

Les vignettes de l'année précédente relevant d'un forfait annuel font foi du paiement des vignettes au forfait annuel de l'année en cours jusqu'à délivrance de celles-ci, une telle validité étant prorogée jusqu'au 15 avril de l'année suivante.

Chaque paiement doit être effectué auprès du comptable de VNF dont relève le siège social de l'entreprise.

### **Tarif au réel**

Pour les noliseurs ayant choisi le tarif au réel sur leur déclaration de flotte, VNF adresse un avis des sommes à payer, payable à réception, qui regroupe toutes les déclarations de navigation depuis la précédente facturation.

Le paiement intervient à posteriori et doit être effectué auprès du comptable de VNF dont relève le siège social de l'entreprise.

Les cartes de péage sont envoyées à la réception par VNF de la 1<sup>ère</sup> déclaration de navigation.

### **Article 2.2.2.2 : les plaisanciers privés**

Les plaisanciers privés ont le choix entre plusieurs types de péages forfaitaires (VNF ne pratiquant pas le péage au réel pour ces usagers).

Les péages au forfait sont payables au comptant par internet après acceptation des conditions générales de ventes ou auprès du comptable de VNF dont relève le point de vente des vignettes.

### **Article 3 : majorations applicables en cas de défaut de transmission de la déclaration de chargement, de flotte ou de navigation**

#### **Article 3.1 : péage marchandises**

L'absence ou l'inexactitude de la déclaration de chargement, constatée, y compris postérieurement au transport, par les agents de l'établissement assermentés et commissionnés, entraîne la rédaction par ces agents d'un constat sur la base des éléments de fait dont ils disposent.

Ce constat se substitue à la déclaration de chargement et entraîne la facturation d'office du montant du péage dû, auquel s'ajoute une majoration dont le taux est fixé à 100 % des sommes éludées, sans pouvoir excéder le montant maximal prévu à l'article 131-13 du code pénal en matière de peines contraventionnelles. La même procédure s'applique en cas de déclaration inexacte.

## **Article 3.2 : Péage plaisance**

### **Article 3.2.1 : déclaration de flotte**

L'absence de transmission, avant le 1er février, de la déclaration de flotte, et après mise en demeure restée sans effet pendant quinze jours, constatée par les agents de l'établissement commissionnés et assermentés, entraîne l'établissement par le directeur général de Voies navigables de France, à partir des éléments de connaissance de la flotte dont il dispose, d'un état qui se substitue à la déclaration de flotte.

Le péage à acquitter est fonction de l'ensemble de la flotte ainsi identifiée sur la base du forfait annuel.

La régularisation du défaut de paiement de tout ou partie des versements forfaitaires dus au titre des péages est assortie d'une majoration dont le taux est fixé à 100 %, sans pouvoir excéder le montant maximal prévu à l'article 131-13 du code pénal en matière de peines contraventionnelles.

### **Article 3.2.2 : déclaration de navigation**

L'absence de transmission avant la date de départ de la déclaration de navigation, constatée par les agents de l'établissement commissionnés et assermentés, y compris postérieurement au transport, entraîne la rédaction par ces agents d'un constat sur la base des éléments de fait dont ils disposent. Ce constat se substitue à la déclaration de navigation et entraîne la facturation d'office du montant du péage auquel s'ajoute une majoration dont le taux est fixé 100 % des sommes éludées, sans pouvoir excéder le montant maximal prévu à l'article 131-13 du code pénal en matière de peines contraventionnelles. La même procédure s'applique en cas de déclaration inexacte.

## **Article 4**

La délibération du 15 décembre 2004 relative à l'établissement et aux modalités de transmission des déclarations de chargement, de flotte et de navigation, aux modalités de recouvrement des péages ainsi qu'au taux applicable aux pénalités en matière de péages est abrogée.

## **Article 5**

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration

La secrétaire du conseil d'administration

**SIGNE**

**SIGNE**

Laurent HENART

Jeanne-Marie ROGER

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEANCE DU 15 OCTOBRE 2019**

**N° 04/2019/3.5**

**DELIBERATION RELATIVE AUX CONCOURS ACCORDES  
A L'ASSOCIATION MEDLINK PORTS**

Vu le code des transports, notamment son article R.4312-10,  
Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 27 novembre 2014 relative à la participation de VNF à l'Agence de développement Medlink Ports,  
Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 20 mars 2014 modifiée portant délégation de pouvoirs au directeur général de Voies navigables de France,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le directeur général de Voies navigables de France est autorisé à accorder des concours financiers à l'Agence de développement Medlink Ports dans le cadre de sa délégation de pouvoir.

**Article 2 :**

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration

La secrétaire du conseil d'administration

**SIGNE**

**SIGNE**

Laurent HENART

Jeanne-Marie ROGER